

parce qu'ils le valent bien ! » Boulevard Voltaire

Caroline Artus



Najat Vallaud-Belkacem vient d'avoir une idée de génie : « *mettre le paquet sur l'emploi dans les quartiers populaires* », « *parce que rénover le cadre de vie ne suffira jamais si on y transpose les mêmes difficultés sociales* ». Un Programme d'investissement d'avenir (PIA) va donc être créé pour injecter dans les quartiers difficiles la rondelette somme de 600 millions d'euros.

Depuis 40 ans, toute la classe politique de droite ou de gauche s'est donc complètement fourvoyée : en 1973, nous avons eu droit – sous Georges Pompidou – à l'opération « Ni tours ni barres », ces dernières étant jugées « *peu conformes aux volontés des habitants* ». Le ministre de l'Équipement (Olivier Guichard) espérait, par cette mesure, éviter la ségrégation par l'habitat. Ne riez pas !

En 1977, c'est le premier plan banlieue baptisé « Habitat et vie sociale ». 53 banlieues bénéficieront d'une amélioration de leur cadre architectural, de logements plus confortables et du « *développement d'une vie sociale dans les quartiers* ».

L'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, en 1981, verra la création des ZEP, et l'année suivante fleurissent les missions locales pour aider les 16-25 ans sortis du système scolaire sans qualification, ainsi que la mise en place des premières vacances pour ces mêmes jeunes afin de les éloigner de leurs quartiers... pourtant réhabilités les années précédentes et dorénavant dotés d'une vie sociale !

En 1983, c'est un « Plan banlieue 89 » qui réaménage les banlieues au nom du « droit à l'esthétique pour tous ». En 10 ans, on se dit qu'ils n'ont pas eu le temps, encore, de tout réhabiliter...

En 1991, c'est la mixité pour tous : les villes de plus de 200.000 habitants sont sommées de construire 20 % de logements sociaux dans leurs quartiers. C'est aussi le début des années où certaines personnes appelées « *Français de souche* » – mais pas seulement – commencent à désertir ces mêmes quartiers.

Passons sur le plan Marshall de Jacques Chirac, « un pacte de relance pour la ville ». Pacte : un mot dont raffolent nos hommes et femmes politiques.

De 1999 à 2001, Jospin présentera deux plans : un pour la « rénovation urbaine et de solidarité » pour éviter... la création de ghettos. Ceux-là mêmes qui ont commencé à voir le jour 10 ans plus tôt. Et un second de 20 milliards de francs + 5,4 milliards d'euros + 15,24 millions d'euros pour les espaces verts, les

équipements sportifs et des jeux. Le mot « solidarité », c'est certain, n'est pas inapproprié.

En 2008, eu égard à l'ampleur des échecs successifs des différents « plans », Fadela Amara préfère la prudence et parlera d'« Espoir banlieue ». Un milliard d'euros plus tard, la pauvre Fadela démissionnera en avouant qu'« *il est très difficile de faire bouger tous les conservatismes, tout l'appareil d'État* ».

Enfin, concernant les emplois francs allouant aux entreprises 5.000 euros de subventions pour l'embauche d'un « jeune » en CDI, monsieur Ayrault ne peut malheureusement plus nous éclairer sur la réussite ou non de cette mesure.

« *Co-investir dans des projets structurants comme des pépinières d'entreprises ou des maisons de santé* », précise encore Najat Belkacem. Pas très clair mais joliment présenté. En revanche, lorsque le ministre des Droits des femmes conclut en évoquant « *reconquérir la confiance des quartiers populaires où l'abstention avait été très forte aux municipales* », cela nous parle davantage. 600 millions d'euros : parce qu'ils le valent bien !